

HRW dénonce des disparitions forcées de réfugiés burundais de Tanzanie

À 30/11/2020 Source AFP Les services de sécurité tanzaniens ont arrêté arbitrairement, torturé ou disparaitre de force depuis un an une vingtaine de réfugiés burundais des camps de Tanzanie, a annoncé lundi l'organisation Human Right Watch (HRW).

La police tanzanienne a "arrêté et fait disparaître de force sept (...) réfugiés et demandeurs d'asile depuis janvier 2020" dont "le sort est toujours inconnu", affirme l'organisation dans un rapport publié lundi. En outre, "entre octobre 2019 et août 2020, la police et les services de renseignements tanzaniens ont (...) torturé et détenu arbitrairement au moins 11 Burundais pendant plusieurs semaines dans des conditions déplorable dans un poste de police à Kibondo, dans la région de Kigoma" dans le Nord-Ouest de la Tanzanie, près de la frontière avec le Burundi, explique HRW. "Trois d'entre eux ont été libérés en Tanzanie et les autorités tanzaniennes ont reconduit de force les huit autres au Burundi en août, où ils sont détenus sans chef d'accusation", poursuit l'organisation de défense des droits de l'Homme qui évoque une possible "collusion entre les agents des deux pays". Selon les témoignages recueillis par HRW, au moins neuf d'entre eux ont assuré avoir subi des tortures dans les cachots du poste de police de Kibondo. Selon eux, "les policiers et agents des services de renseignements les ont soumis à des chocs électriques, ont frotté leur visage et leurs parties génitales avec du piment et les ont frappés et fouettés". Ceux qui ont été relâchés sont retournés dans les camps de réfugiés, a établi HRW, qui précise que ces arrestations ont eu lieu dans les camps de réfugiés de Mtende Nduta dans la région de Kigoma, "Les disparitions forcées de réfugiés et de demandeurs d'asile burundais en Tanzanie commises par les autorités tanzaniennes sont des crimes odieux, notamment en raison de l'angoisse et de la souffrance causées aux membres des familles, qui, pour nombre d'entre eux, ont fui des abus similaires au Burundi", annonce Mausi Segun, directrice de la division Afrique de HRW. Fin octobre, plus de 150.000 réfugiés burundais se trouvaient encore dans trois camps en Tanzanie, alors que près de 100.000 sont rentrés depuis septembre 2017. Plus de 400.000 Burundais avaient fui dans les pays voisins au plus fort de la crise née de la décision de Pierre Nkurunziza, aujourd'hui déchu, de briguer un 3e mandat présidentiel. "La crainte de subir des violences, d'être arrêté et d'être expulsé incite de nombreux réfugiés et demandeurs d'asile burundais en Tanzanie à quitter le pays", avait conclu HRW dans un rapport de 2019.